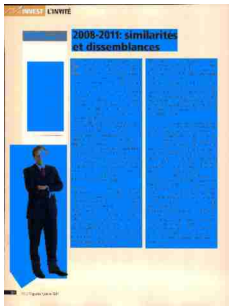
Date: 01.01.2012

PME MAGAZINE

PME Magazine
1211 Genève 13
022/ 919 79 00
www.pme.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 14'713
Parution: mensuelle



N° de thème: 220.119
N° d'abonnement: 1076461
Page: 88
Surface: 33'801 mm²

François Reyl
Directeur général, Groupe Reyl

Photo: S. Liphardt

2008-2011: similarités et dissemblances

Entre la crise financière de 2008 et celle que nous traversons aujourd'hui, les parallèles sont inévitables. Les décors et les comédiens ont changé, alors que l'intrigue et la tension dramatique sont identiques. En 2008, l'épisode des subprimes a failli entraîner l'économie moderne dans une ère glaciaire. Les prêts immobiliers accordés trop facilement aux consommateurs américains et les montages abusifs qui avaient servi à maquiller ces créances douteuses ont mené Wall Street au point de rupture. La chute de la banque d'affaires Lehman Brothers en septembre 2008 en constituait le point culminant.

Fin 2011, l'histoire semble se répéter. Si les causes diffèrent, les effets présentent d'importantes similarités. Cette fois-ci, ce sont les Etats européens, rattrapés par leur laxisme budgétaire, qui sombrent sous le poids de la dette. La Grèce endosse le rôle de Lehman et la menace de défaut qu'elle laisse planer ébranle le système. Le mal s'étend à l'Espagne, l'Italie, la France... A la crise de solvabilité des pays vient s'ajouter la crise de liquidité qui touche les banques européennes, exposées aux dettes souveraines. Les valeurs financières chutent, les marchés leur emboîtent le pas, l'activité ralentit et la récession se profile.

«Nous sommes pourtant loin du sentiment de panique qui prédominait en 2008. Plusieurs indicateurs incitent à la modération.»

MODÉRATION. Dans la comparaison, nous sommes pourtant loin du sentiment de panique qui prédominait en 2008. Plusieurs indicateurs incitent à la modération. L'indice VIX, qui mesure la volatilité des actions américaines, se situe plus bas qu'il y a trois ans, lorsque l'extrême nervosité des investisseurs le hissa à des seuils record. De la même façon, les taux interbancaires ne sont pas aussi tendus qu'en 2008 et les perspectives d'un «credit crunch» dépassant les frontières de l'Europe sont moins marquées. Certains relèveront néanmoins que l'action concertée des banques centrales début décembre pour assurer la liquidité en dollars sur les marchés peut être considérée comme un signal d'alerte sur le risque d'un rationnement du crédit en Europe.

Les sociétés affichent des bilans plus solides et une productivité supérieure, particulièrement aux Etats-Unis. L'or, valeur refuge par excellence, n'a pas connu de nouvelle flambée et les matières premières ne se sont pas envolées. Enfin, le programme d'assouplissement monétaire orchestré par la Fed permet à l'économie américaine de s'éloigner de la zone dangereuse d'une stagnation qui se dessinait au 2e trimestre 2011.

RÉFORME. Ce qui rend cette crise inquiétante, ce sont les irrésolutions politiques qu'elle révèle. L'Eurozone – où la voix de la Slovaquie, dont le PIB atteint 120 milliards d'euros, importe autant que celle de l'Allemagne dont le PIB est 25 fois supérieure – souffre d'un grave problème de gouvernance. En 2008, les Etats-Unis avaient résolument agi pour colmater les brèches. En Europe, le chantier s'éternise. La BCE, à la différence de la Fed, ne dispose hélas pas du mandat qui lui permettrait d'assurer le rôle de prêteur en dernier recours.

Le pacte de stabilité budgétaire défendu par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy paraît bien insuffisant au regard des perturbations à grande échelle qui continuent de secouer l'Europe dont les perspectives de croissance sont d'autant plus sombres que les finances sont désormais placées sous strict contrôle, sans politique de relance claire. Depuis 2008, les politiques se plaisent à répéter que la réforme des institutions financières est leur priorité absolue. Les marchés financiers leur renvoient aujourd'hui un tout autre message. Pour redonner vie à un projet d'union monétaire qui n'avait été à ce jour que partiellement réalisé, ce ne sont plus les institutions financières qu'il convient de réformer en Europe, mais bel et bien les institutions politiques. ■

ARGUS Medienbeobachtung

Observation des médias
Analyse des médias
Gestion de l'information
Services linguistiques

ARGUS der Presse AG
Rüdigerstrasse 15, case postale, 8027 Zurich
Tél. 044 388 82 00, Fax 044 388 82 01
www.argus.ch

Réf. Argus: 44701356
Coupure page: 1/1
Rapport page: 1/1